



**REGARD SUR LE REVENU DES  
MÉNAGES AU QUÉBEC : NUANCER ET  
DÉCHIFFRER LES DONNÉES EN VUE DE  
CONSTATS JUSTES**

Regard CFFP R2026/10

SUZIE ST-CERNY  
LUC GODBOUT

JUIN 2026

## REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

## MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a débuté ses activités en 2003. Sa mission est à la fois de développer la recherche multidisciplinaire et de diffuser des connaissances sur les enjeux socio-économiques relatifs à la politique fiscale et aux finances publiques.

Pour plus de détails sur la CFFP, visitez son site Internet à l'adresse :

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca>.

**Suzie St-Cerny** est chercheure à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

**Luc Godbout** est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke et titulaire et chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques  
École de gestion, Université de Sherbrooke  
2500, boulevard de l'Université  
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1  
[cffp.eg@USherbrooke.ca](mailto:cffp.eg@USherbrooke.ca)

Pour citer ce texte :

Suzie ST-CERNY et Luc GODBOUT (2026), « Regard sur le revenu des ménages au Québec : Nuancer et déchiffrer les données en vue de constats justes », *Regard CFFP R2026/10*, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, 9 p.

## TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte .....	1
1. Les inégalités de revenus : un aperçu .....	2
2. Revenu disponible des ménages - situation globale.....	4
3. Revenu disponible des ménages – situation selon le quintile de revenu .....	6
Remarques finales .....	9

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Coefficient de Gini sur le revenu après impôts, Canada et Québec .....	2
Figure 2.	Indice de Palma sur le revenu après impôts, Canada et Québec .....	3
Figure 3.	Revenu disponible par ménage et Indice des prix à la consommation, Canada, Québec et Ontario, 2019 à 2025.....	4
Figure 4.	Revenu disponible par ménage, en dollars constants de 2025, Canada, Québec et Ontario, indice base 2019 = 100.....	5
Figure 5.	Revenu disponible des ménages par quintile de revenu, Québec, Quintiles canadiens, variations 2020 à 2025 et 2019 à 2025 .....	7
Figure 6.	Répartition des ménages québécois par quintile, selon la définition des quintiles, en pourcentage de la totalité des ménages, 2025 .....	7
Figure 7.	Revenu disponible des ménages, par quintile de revenu, Québec, Quintiles canadiens et Quintiles québécois, variation 2019 à 2025.....	8

## MISE EN CONTEXTE

La question du revenu des ménages fait toujours couler beaucoup d'encre. Il est bien sûr essentiel d'indiquer quel revenu on aborde lorsqu'on écrit sur le revenu : s'agit-il du revenu de travail, du revenu de retraite, du revenu de marché, du revenu de transfert, du revenu après impôt ou du revenu disponible... ?

Il faut au départ reconnaître qu'aucune définition n'est meilleure que l'autre car le choix du revenu utilisé doit correspondre à ce que l'on souhaite aborder ou analyser.

Cela étant dit, dans le contexte des discussions sur le pouvoir d'achat et sur les effets des interventions de l'État, on utilise le plus souvent les notions de revenu après impôt ou de revenu disponible (une fois tenu compte des impôts payés et des transferts reçus). On souhaite alors avoir une idée du revenu qui reste disponible aux ménages pour subvenir à leurs besoins.

Une fois cela établi, on peut s'intéresser à l'évolution du revenu disponible de différentes manières : soit le revenu moyen, ou par quintile de revenus, ou encore à des indicateurs construits à partir de la distribution du revenu disponible des ménages. Dans tous les cas, le choix de ce qui est utilisé doit bien sûr dicter l'interprétation qui en est faite.

Le présent Regard sur le revenu des ménages s'intéresse d'abord à l'évolution des inégalités de revenus au Québec et du Canada en regardant diverses périodes se terminant avec les données les plus récentes. Puis, dans un deuxième temps, ce sont des données de revenu disponible publiées par Statistique Canada qui sont présentées et « déchiffrées » pour nuancer ou améliorer leur interprétation.

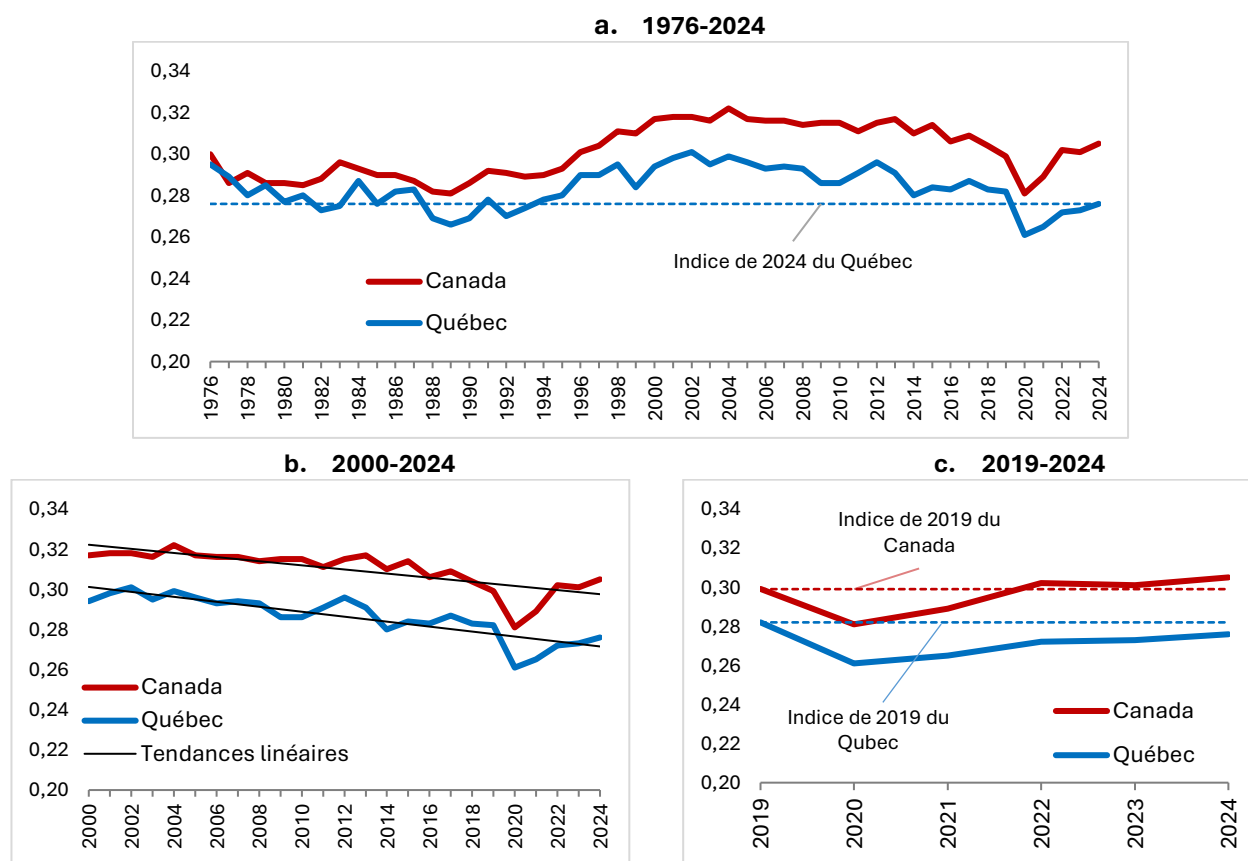
## 1. LES INÉGALITÉS DE REVENUS : UN APERÇU

Deux indicateurs sont régulièrement utilisés pour présenter l'évolution des inégalités de revenus : le coefficient de Gini et l'indice de Palma.

Le **coefficient de Gini** sert à mesurer et à suivre l'évolution du niveau d'inégalité de la répartition des revenus au sein d'une population. Il se situe dans une fourchette de 0 à 1, où 0 représente l'égalité parfaite et 1 l'inégalité parfaite. Ainsi, plus le coefficient est proche de 0, moins il y a d'inégalités.

La figure 1 présente des courbes pour le Canada et pour le Québec, sur la base du revenu après impôt, donc une fois les interventions des gouvernements par les impôts et les transferts prises en compte.

Figure 1. **Coefficient de Gini sur le revenu après impôts, Canada et Québec**



Source : Statistique Canada, Tableau 11-10-0134-01.

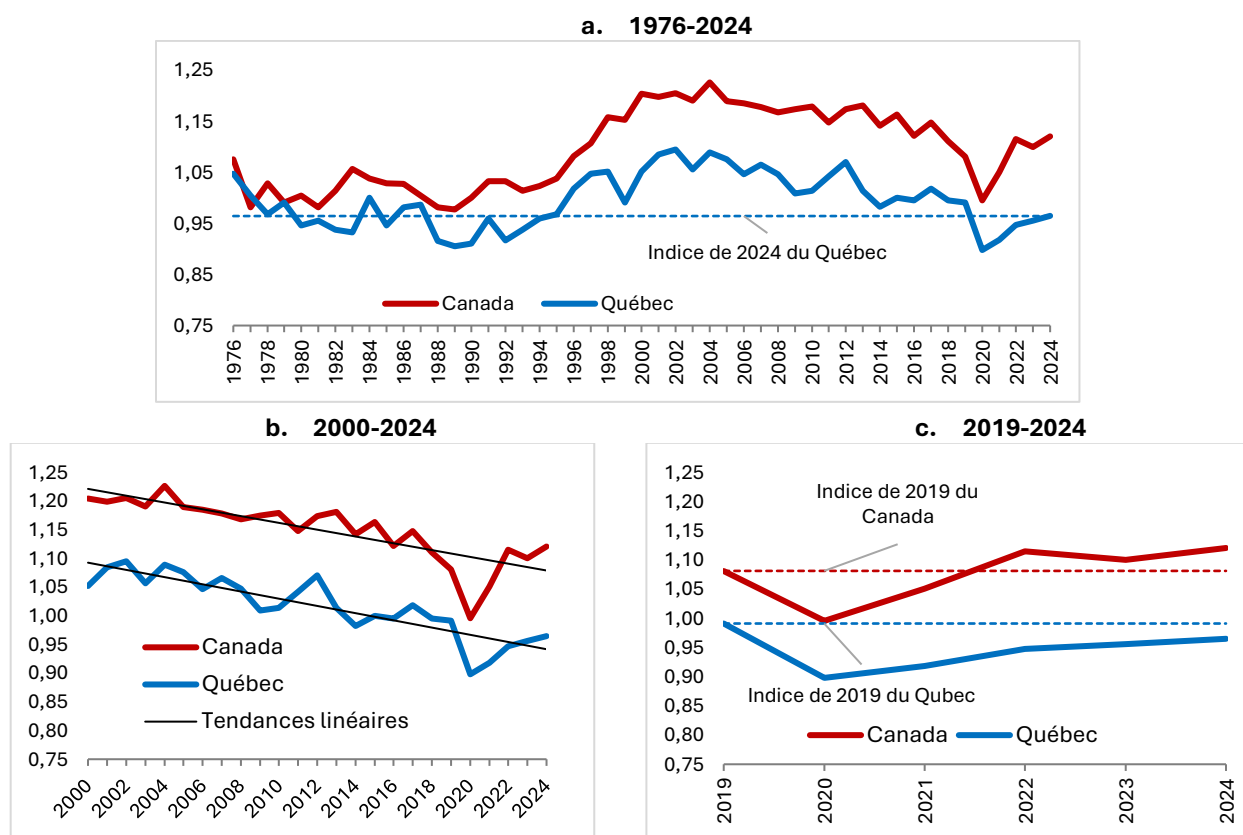
Les courbes du graphique a. de la figure 1, qui couvrent la période 1976 à 2024, montrent qu'à l'exception de l'année 1977, les inégalités de revenus mesurées par le coefficient de Gini ont été moins grandes au Québec qu'au Canada et que l'écart a eu tendance à s'accroître avec les années. Les tendances des inégalités ont toutefois un profil similaire, soit une baisse des inégalités jusqu'au début des années 1990, suivi d'une hausse jusqu'au début des années 2000. Enfin, depuis le début des années 2000, la tendance est plutôt baissière. Sur les 47 données, le coefficient de 2024 est le 11<sup>e</sup> plus bas, à des niveaux similaires à ceux allant du milieu des années 1980 au milieu des années 1990.

Si on se concentre sur la période à partir de 2000 (graphique b. de la figure 1), c'est une tendance à la baisse des inégalités qui est constatée, et ce au Québec et au Canada dans son ensemble. Encore une fois, l'écart entre le Québec et le Canada a tendance à s'accroître. Enfin, le graphique c. de la figure 1

montre la période la plus récente, de 2019 à 2024. On y constate une baisse significative des inégalités de revenus après impôt en 2020, résultat des mesures de soutien du revenu mises en place de façon temporaire pendant la pandémie de COVID-19. Depuis ce creux, si les inégalités de revenus après impôt ont réaugmenté, il faut noter qu'elles se situent encore sous le niveau observé en 2019 au Québec, ce qui n'est pas le cas pour le Canada dans son ensemble.

**L'indice de Palma**, un autre indicateur d'inégalités de revenu, mesure quant à lui la part des revenus détenue par le dixième décile, soit les revenus détenus par le 10 % des individus les plus nantis, sur la part des revenus détenus par l'ensemble des individus faisant partie des déciles 1 à 4 inclusivement, soit la part des revenus détenue par le 40 % des plus pauvres. Cette fois, un indice égal à 1 signifie que le 10 % les plus aisés d'un pays ont un revenu cumulé équivalent à l'ensemble des revenus des 40 % les plus pauvres. Si l'indice de Palma augmente, cela signifie que les inégalités dans une société sont à la hausse, car les plus aisés voient leur part des revenus augmenter en regard des moins nantis.

Figure 2. **Indice de Palma sur le revenu après impôts, Canada et Québec**



Source : Statistique Canada, Tableau 11-10-0193-01.

Les tendances des inégalités illustrées par l'indice de Palma pour le Canada et le Québec à la figure 2 sont essentiellement les mêmes que celles observées avec le coefficient de Gini : a) des inégalités moins grandes au Québec qu'au Canada dans son ensemble, avec un écart qui tend à croître ; b) Une tendance à la baisse des inégalités depuis 2000 ; c) Des inégalités ayant atteint un creux en 2020, mais qui n'ont toutefois pas surpassé l'indice de 2019 au Québec, contrairement au Canada.<sup>1</sup>

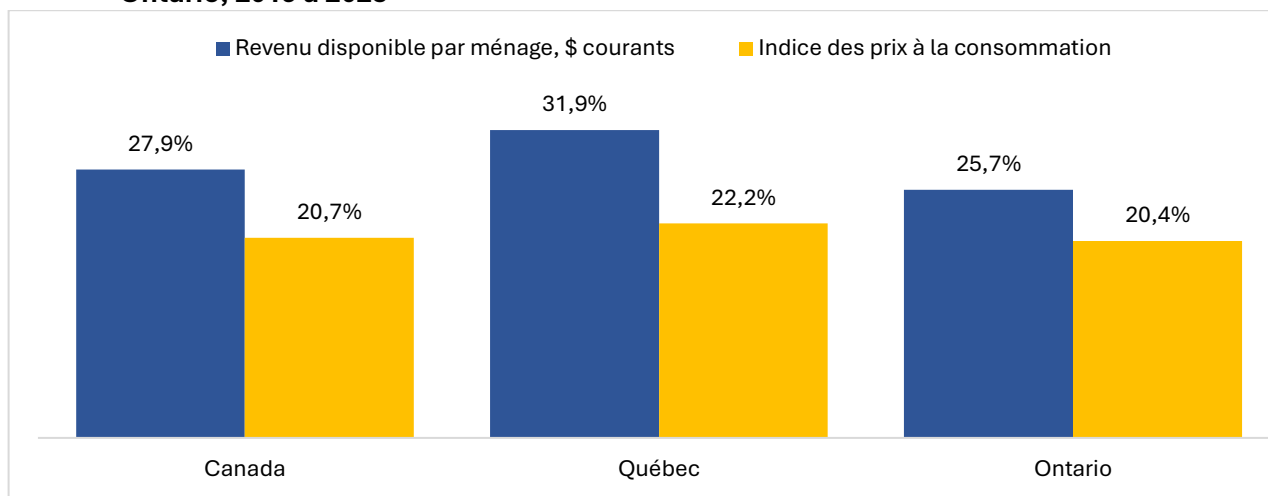
<sup>1</sup> Pour plus de détails sur ces indicateurs, voir notamment : Collectif sous la direction de Tommy Gagné-Dubé et Suzie St-Cerny (2026), *Bilan de la fiscalité au Québec – Édition 2026*, Cahier de recherche 2026-01, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, p. 19 et suivantes.

## 2. REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES — SITUATION GLOBALE

Lorsqu'on cherche à mesurer l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, on s'intéresse alors au revenu disponible des ménages et à l'inflation. Or, parmi les données permettant de tracer l'évolution du revenu disponible des ménages, il y a celles des *Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages*. Ces données sont régulièrement utilisées.

Ces données permettent notamment de comparer **l'évolution de la valeur du revenu disponible par ménage, en moyenne**. La figure 3 compare la variation du revenu disponible par ménage de 2019 à 2025 pour l'ensemble du Canada, du Québec et de l'Ontario. La variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la même période est également indiquée, ainsi que la variation du revenu disponible en dollars de 2025. Dans les trois cas, le revenu disponible par ménage a crû davantage que l'inflation entre 2019 et 2025 et cette croissance a été plus grande au Québec qu'en Ontario et qu'au Canada dans son ensemble.

Figure 3. **Revenu disponible par ménage et Indice des prix à la consommation, Canada, Québec et Ontario, 2019 à 2025**



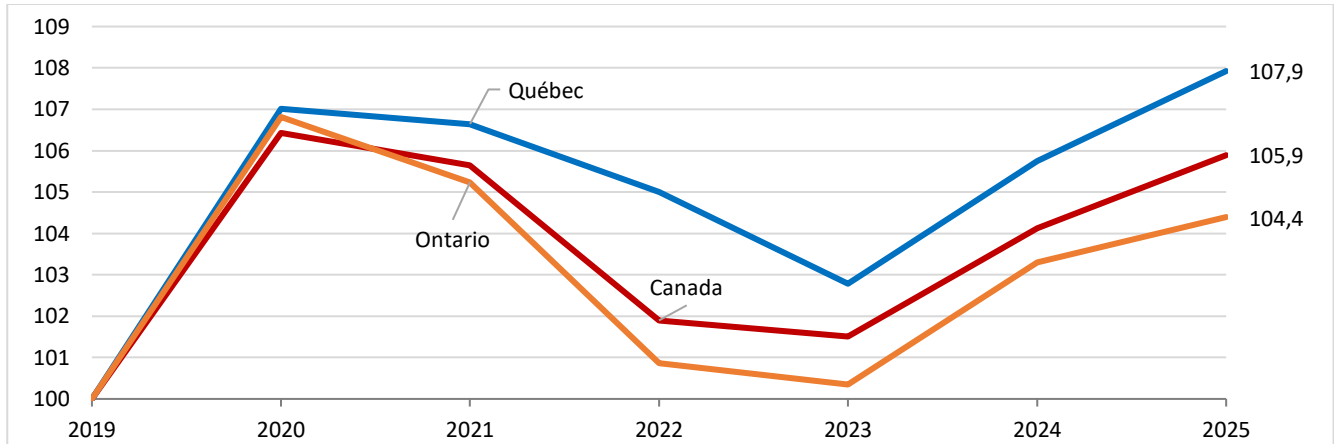
Sources : Statistique Canada, Tableaux 36-10-0588-01 et 18-10-0005-01.

Si on trace maintenant l'évolution du revenu disponible en dollars constants sur la base d'un indice 100 où la valeur en dollars de 2025 pour 2019 est égale à 100, on peut mieux voir l'évolution de l'indice à chacune des années (figure 4).

Sur l'ensemble de la période, de 2019 à 2025, il y a une croissance du revenu disponible en dollars constants, soit +7,9 % au Québec, ce qui est plus élevé qu'en Ontario (4,4 %) et qu'au Canada dans son ensemble (5,9 %).

Cependant, s'il y a croissance en comparant 2025 à 2019, les années 2021 à 2023 montrent des variations à la baisse. Ces dernières s'expliquent par la hausse ponctuelle du revenu disponible découlant des mesures de soutien du revenu temporaires, soit les mesures liées à la COVID-19 en 2020 et 2021 et les mesures liées à l'inflation en 2022.

Figure 4. **Revenu disponible par ménage, en dollars constants de 2025, Canada, Québec et Ontario, indice base 2019 = 100**



Sources : Statistique Canada, Tableaux 36-10-0588-01 et 18-10-0005-01.

### 3. REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES — SITUATION SELON LE QUINTILE DE REVENU

Le constat global illustré à la section précédente montre, qu'en moyenne, le revenu disponible a cru davantage que l'inflation conduisant, en moyenne, à une amélioration du pouvoir d'achat. Si ce constat est intéressant, qu'en est-il de l'évolution en fonction du positionnement dans l'échelle de revenus ? Est-ce que les moins nantis ont également vu leur revenu disponible croître davantage que l'inflation ?

Pour répondre à cette question, les résultats par quintile de revenu peuvent être utilisés. Rappelons que pour ce faire, les ménages sont classés du revenu disponible le plus faible au revenu disponible le plus élevé et séparé en cinq groupes incluant un nombre égal de ménages. Une fois cela fait, on peut mesurer le revenu disponible moyen par quintile.

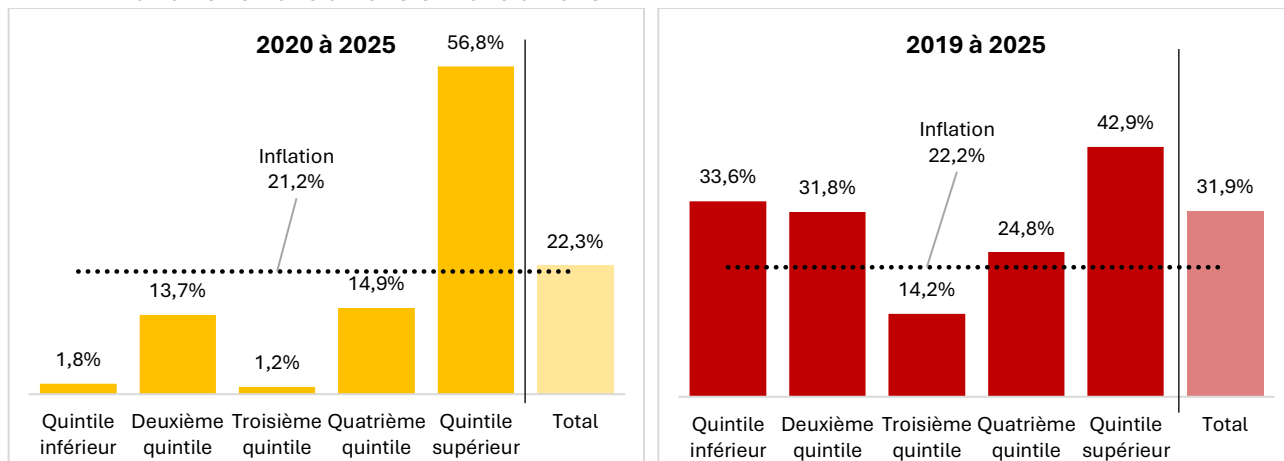
Or, un tableau de Statistique Canada qui présente ces données par quintile et qui permet d'extraire des résultats par province a été utilisé pour mesurer l'évolution du revenu disponible par quintile au Québec.

Ici, deux éléments doivent être considérés dans l'utilisation de ces données.

D'abord, le **point de départ pour analyser l'évolution**. Comme indiqué à la section précédente, l'année 2020 est une année hors normes. Les mesures liées à la COVID-19, versées à un très grand nombre d'individus, ont significativement influencé le revenu disponible des ménages, mais de façon ponctuelle. Il était clair lors de la mise en place de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et de son remplacement par la Prestation canadienne de relance économique (PCRE) que ces mesures étaient exceptionnelles et mises en place dans l'urgence. Faire des constats sur l'amélioration ou la détérioration du revenu disponible sur la base de cette année de départ semble discutable. Les résultats 2020-2025, comme attendus, montrent que les moins nantis voient leurs revenus croître faiblement, n'ayant notamment plus ce type de transferts ponctuels. Pour les plus riches, le point de départ serait plus bas que normalement, dû à la COVID-19. La partie gauche de figure 4, avec le point de départ en 2020, amène un constat où le revenu disponible du quintile de revenu le plus bas aurait une croissance très faible (1,8 %) et nettement en deçà de l'inflation (21,2 %) alors que le quintile le plus élevé voit son revenu disponible augmenter très fortement (56,8 %) et être le seul à bénéficier d'une croissance supérieure à l'inflation. Mais, comme indiqué précédemment, gardons en tête que l'année de départ est atypique.

Comparer 2025 à 2019 donne ainsi un meilleur portrait de l'évolution tendancielle du revenu disponible, au-delà de l'année hors-norme qu'est 2020 (partie droite de la figure 4). Dans ce cas, sur la base l'évolution 2019-2025, le constat est plus nuancé ; le quintile de revenu le plus faible a une croissance nettement plus significative (33,6 %) alors que la croissance du quintile de revenu le plus élevé reste significative, mais dans une moindre mesure qu'en débutant la comparaison en 2020. Dans ce cas, seuls les ménages du quintile de revenu du milieu voient leur revenu disponible augmenter plus faiblement que l'inflation.

Figure 5. **Revenu disponible des ménages par quintile de revenu, Québec, Quintiles canadiens, variations 2020 à 2025 et 2019 à 2025**



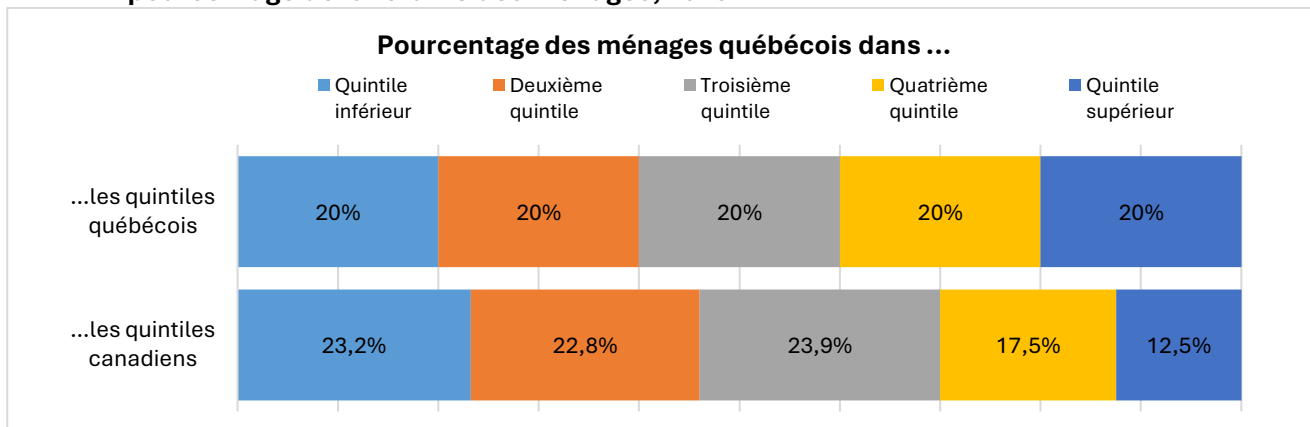
Sources : Statistique Canada, Tableaux 36-10-0588-01 et 36-10-0101-01 et Extraction spéciale de Statistique Canada à partir des Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages (27 avril 2026).

Même si les données de Statistique Canada permettent d’analyser les résultats par quintile de revenu par province, il faut toutefois comprendre que la classification par quintile de revenu faite par l’agence statistique s’appuie sur les seuils des quintiles du Canada, sans égard à la répartition des revenus au sein des provinces. C’est le deuxième élément à considérer dans l’utilisation des données utilisées ici.

En effet, **l’utilisation des quintiles canadiens** pour les provinces peut conduire à interpréter de façon erronée les résultats obtenus. Par exemple, sur la base de la partie droite de la figure 5 (ou gauche de la figure 7), il est faux de dire que les 20 % des ménages québécois les plus nantis ont vu leur revenu disponible croître de 43 %. Il faudrait plutôt dire que les ménages du Québec faisant partie du quintile supérieur canadien ont vu leur revenu disponible croître de 43 % entre 2019 et 2025.

Les revenus des ménages du Québec étant en moyenne moins élevés que ceux des ménages canadiens, la répartition dans les quintiles canadiens des ménages québécois n’est pas uniforme. En 2025, il y avait 23,2 % des ménages québécois dans le quintile canadien inférieur et 12,5 % des ménages québécois dans le quintile canadien supérieur (figure 6).

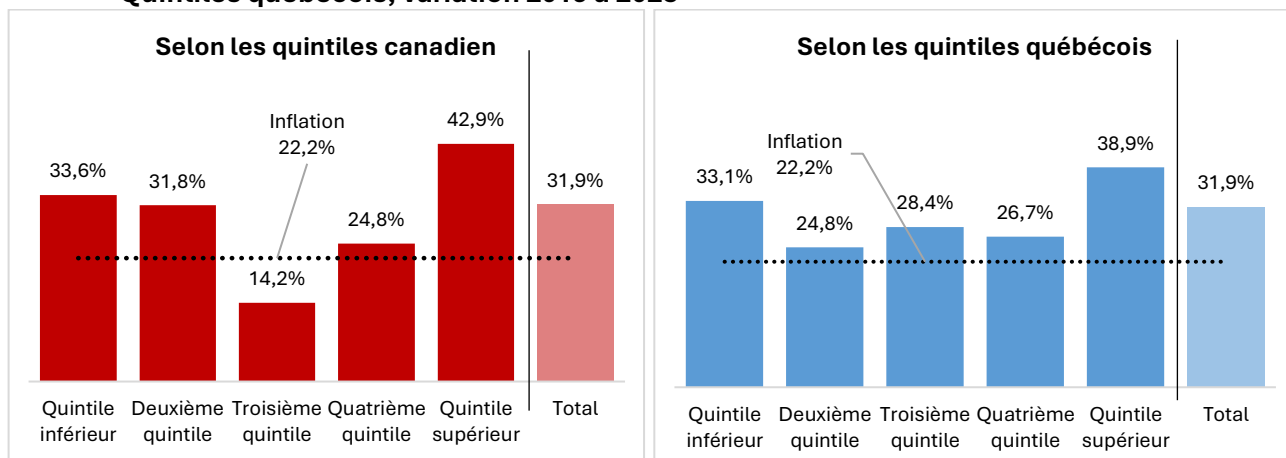
Figure 6. **Répartition des ménages québécois par quintile, selon la définition des quintiles, en pourcentage de la totalité des ménages, 2025**



Source : Statistique Canada, Tableau 36-10-0101-01.

À la demande de la Chaire, Statistique Canada a calculé les résultats pour le Québec selon les quintiles du Québec (partie droite de la figure 7). Cette fois, il s’agit réellement de l’évolution du revenu disponible des ménages québécois par quintile de revenu.

Figure 7. **Revenu disponible des ménages, par quintile de revenu, Québec, Quintiles canadiens et Quintiles québécois, variation 2019 à 2025**



Sources : Statistique Canada, Tableau 36-10-0588-01 et Extraction spéciale de Statistique Canada à partir des Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages (27 avril 2026).

L’ajustement n’est pas sans conséquence, sachant que l’inflation a été de 22 % entre 2019 et 2025, on peut conclure que tous les quintiles ont vu leur revenu disponible croître davantage que l’inflation, ce que ne montraient pas les résultats selon les quintiles canadiens. Qui plus est, les ménages les 20 % les plus riches au Québec ont vu leur revenu disponible s’accroître de 39 % et non de 43 % alors que le quintile de revenu inférieur obtient la deuxième plus forte croissance observée.

## REMARQUES FINALES

Dans le présent regard, il ressort de l'analyse des données publiées par l'agence statistique canadienne, relatives aux inégalités de revenus et à l'évolution du revenu disponible des ménages québécois un portrait plus nuancé et, à certains égards, moins négatif que ce qui est quelques fois véhiculé dans la sphère publique. Cela dit, ce bref portrait ne couvre pas tous les angles ni de la question des inégalités de revenus ni de celle du pouvoir d'achat et du coût de la vie ; ce n'est pas l'objectif<sup>2</sup>.

L'objectif principal est de mettre de l'avant l'importance de bien déchiffrer les données publiées. À cet égard, un des messages doit ainsi aller à Statistique Canada. Dans le cas qui nous occupe ici, les données utilisées, soit celles du « *Tableau 36-10-0588-01, Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, revenu, consommation et épargne, Canada, provinces et territoires, annuel* », il y aurait lieu de modifier la présentation des résultats par province quant aux quintiles de revenus pour éviter des interprétations inexactes. La note au tableau, rappelant qu'il s'agit de quintiles canadiens, apparaît insuffisante. Dans les faits, la possibilité de sélectionner les bons quintiles pour les provinces devrait être ajoutée. Ainsi, il serait possible de comparer l'évolution du revenu disponible par quintile de revenu dans une province sur la base de l'évolution des seuils de revenus dans cette province.

À la lumière de l'analyse de l'évolution du revenu disponible des ménages québécois par quintile de revenu sur la période 2019 à 2024, chacun des quintiles de revenu a vu son revenu croître davantage que l'inflation, ce qui n'était pas le cas avec les données en ligne, en plus de corriger à la baisse la croissance observée pour le quintile de revenu supérieur.

Les individus, les groupes, les gouvernements décident et agissent selon leur compréhension des choses. Or, cette dernière dépend bien souvent d'analyses diverses des données. Ces données doivent être fiables, disponibles et facilement interprétables. Si au Québec et au Canada nous avons la chance d'avoir des agences statistiques fiables, il est aussi du devoir des utilisateurs de ces données de demander des améliorations quant à la présentation des données lorsque des lacunes sont relevées. C'est le but de la présente note.

---

<sup>2</sup> À propos du pouvoir d'achat et de notions liées au coût de la vie, voir notamment Frédérick HALLÉ-ROCHON, Suzie ST-CERNY et Luc GODBOUT (2026), « Pouvoir d'achat des ménages québécois : entre inflation et interventions publiques - Évolution récente », Regard CFFP R2026/11, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke.